

APPLICATION/REQUÊTE N° 8042/77

Lucie HAGMANN-HÜSLER v/SWITZERLAND

Lucie HAGMANN-HÜSLER c/SUISSE

DECISION of 15 December 1977 on the admissibility of the application

DÉCISION du 15 décembre 1977 sur la recevabilité de la requête

Article 8, paragraph 1 of the Convention : Does the use of the maiden name for the purpose of standing in a parliamentary election come within the sphere of "private life" ? (Question not pursued).

Article 14 of the Convention, combined with articles 8 and 12 of the Convention : The obligation placed on members of a family to bear the same name, that of the husband, is not discriminatory because of the legal interest attached to the easy identification of members of the family vis-à-vis third parties.

Article 8, paragraphe 1, de la Convention : L'usage du nom patronymique aux fins d'une candidature à une élection parlementaire relève-t-il de la « vie privée » ? (Question non résolue).

Article 14 de la Convention, combiné avec les articles 8 et 12 de la Convention : L'obligation faite aux membres d'une famille de porter le même nom, celui du mari, n'est pas discriminatoire en raison de l'intérêt juridique qui s'attache à l'identification aisée des membres de la famille vis-à-vis des tiers.

Résumé des faits

(English : see p. 205)

Le Conseil d'Etat (gouvernement) du canton de Soleure n'a pas autorisé la requérante à se porter candidate à l'élection du Grand Conseil (parlement) sous son nom de jeune fille de Lucie Hüslér, qu'elle déclare continuer à utiliser couramment depuis son mariage avec M. Hagmann. Le

Conseil d'Etat a exigé qu'elle se porte candidate sous le nom figurant au registre d'état-civil, soit Lucie Hagmann, éventuellement sous celui de Lucie Hagmann-Hüsler.

Contre cette décision la requérante a formé un recours de droit public au Tribunal Fédéral, en invoquant notamment les articles 8, 12 et 14 de la Convention. Ce recours a été rejeté par arrêt du 1^{er} avril 1977

EN DROIT

1. La requérante se plaint de n'avoir pas été autorisée à se porter candidate à l'élection du Parlement du canton de Soleure sous son nom de jeune fille de « Lucie Hüsler », éventuellement « Lucie Hüsler, épouse Hagmann ». Elle allègue en particulier qu'étant connue du public sous le nom de Hüsler, ce refus porte préjudice à ses chances d'être élue, en se présentant sous le nom de Hagmann.

La Commission relève tout d'abord que le droit de se porter candidat à une élection parlementaire relève de l'article 3 du Protocole additionnel à la Convention, tel que la Commission l'a interprété dans sa décision sur la recevabilité des requêtes N° 6745/74 et N° 6746/74 (D.R. 2 p. 110). Toutefois, la Suisse n'est pas partie à ce protocole et les obligations qu'il énonce ne lui sont pas opposables.

Aussi bien la requérante n'invoque-t-elle pas l'article 3 précité, mais l'article 8 de la Convention, qui garantit à toute personne, notamment, le droit au respect de sa vie privée et familiale.

On peut certes se demander si l'usage du nom patronymique aux fins d'une candidature à une élection parlementaire relève de la « vie privée ». La requérante, quant à elle, attribue à l'article 8 une portée assez large pour en faire dériver un droit général à la protection de la personnalité.

Cette question d'interprétation peut toutefois demeurer indécise. La Commission constate en effet que l'article 161, paragraphe 1, du code civil suisse énonce la règle que la femme porte le nom de son mari. Elle constate ensuite que les autorités du canton de Soleure ont laissé à la requérante la faculté d'ajouter le nom de Hüsler à la suite de celui de Hagmann. Il s'ensuit, de l'avis de la Commission, que la requérante dispose d'une possibilité raisonnable d'être identifiée de façon précise.

Dans les circonstances de l'espèce, la Commission n'entrevoit donc aucune apparence de violation de l'article 8 de la Convention, dans la mesure où il s'applique à la présente requête. Le grief est donc manifestement mal fondé, au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

2. La requérante se prétend également victime d'une violation de l'article 12 de la Convention qui dispose qu'à partir de l'âge nubile l'homme et la femme

ont le droit de se marier et de fonder une famille selon les lois nationales régissant l'exercice de ce droit.

Sur ce point, la Commission se bornera à constater que la requérante est mariée et qu'elle n'a nullement montré que les autorités suisses auraient en quelque manière fait obstacle à son mariage. L'examen de ce grief n'a donc révélé à la Commission aucune violation de l'article 12 de la Convention. Il s'ensuit que cette partie de la requête est également manifestement mal fondée, au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

3. La requérante se plaint enfin d'être victime d'une discrimination quant à l'usage de son nom en ce que seuls les hommes conservent leur nom patronymique nonobstant leur mariage. Elle invoque à ce sujet, en combinaison avec les articles 8 et 12 précités, l'article 14 de la Convention, qui prohibe toute discrimination dans la jouissance des droits et libertés garantis.

La Commission se réfère ici à l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 23 juillet 1968 (Affaire relative à certains aspects du régime linguistique de l'enseignement en Belgique, Série A, p. 34), aux termes duquel une différence de traitement ne constitue une discrimination contraire à l'article 14 de la Convention que si elle manque de justification objective et raisonnable, ou s'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Suivant en cela celui de nombreux Etats européens, le droit suisse estime nécessaire qu'une famille, c'est-à-dire des époux et leurs enfants (au moins s'ils sont mineurs), s'identifie aisément à l'égard des tiers. En raison des nombreux effets juridiques spécifiques du mariage tant à l'égard des époux eux-mêmes qu'à l'égard des tiers, ce but doit être considéré comme raisonnable. La Commission estime en outre que l'obligation faite aux époux de porter le même nom (en l'espèce, celui du mari) constitue une mesure adéquate et proportionnée au but visé..

L'examen du grief formulé sur ce point par la requérante ne révèle donc aucune apparence de discrimination contraire à l'article 14 de la Convention. Le restant de la requête est donc manifestement mal fondé, au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention.

Par ces motifs, la Commission

DÉCLARE LA REQUÊTE IRRECEVABLE.

Summary of the facts

The Council of State (Government) of the canton of Solothurn did not authorize the applicant to stand for election to the Great Council (Parliament) under her maiden name of Lucie Hüsler, which, she declares she had continued to use as her normal name since her marriage to Mr. Hagmann. The Council of State required her to stand for election under the name registered in the civil register, i.e. either Lucie Hagmann, or possibly, under the name of Lucie Hagmann-Hüsler.

The applicant introduced a public law appeal with the Federal Court against this decision invoking in particular articles 8, 12 and 14 of the Convention. This appeal was rejected by decision of 1 April 1977.

(TRANSLATION)

THE LAW

1. The applicant complains that she was refused permission to stand for election to the parliament of the Canton of Solothurn under her maiden name of "Lucie Hüsler", or possibly as "Lucie Hüsler, épouse Hagmann"*. In particular, she alleges that, since she is known to the public by the name of Hüsler, this refusal damages her prospects of being elected if she stands under the name of Hagmann.

The Commission points out first of all that the right to stand as a candidate in a parliamentary election is covered by Article 3 of the first Protocol to the Convention, as interpreted by the Commission in its decision on the admissibility of applications N° 6745/74 and N° 6746/74 (DR 2 p. 110). However, Switzerland is not a party to that Protocol and cannot therefore be held to the obligations laid down therein.

Accordingly, the applicant does not rely on the above-mentioned Article 3, but on Article 8 of the Convention which secures to everybody, in particular, the right to respect for his private and family life.

It is of course a question whether the use of a patronymic name for the purpose of standing in a parliamentary election comes within the sphere of "private life". The applicant, for her part, interprets Article 8 broadly enough to derive from it a general right to protection of personality.

This question of interpretation can however remain unsettled. The Commission notes that Section 161 (1) of the Swiss Civil Code does indeed contain the rule that a woman shall bear the name of her husband. The Commission further finds that the authorities of the Canton of Solothurn gave the applicant the option of adding the name Hüsler after the name Hagmann. It follows, in the Commission's opinion, that the applicant has a reasonable possibility of precise identification available to her.

* Literally, "Lucie Hüsler, wife of Hagmann".

Thus, in these particular circumstances, the Commission is unable to perceive any appearance of a violation of Article 8 of the Convention, in so far as it applies to the present case. The complaint is therefore manifestly ill-founded within the meaning of Article 27 (2) of the Convention.

2. The applicant also claims that she is the victim of a violation of Article 12 of the Convention, which stipulates that men and women of marriageable age have the right to marry and to found a family according to the national laws governing the exercise of this right.

On this point, the Commission will confine itself to noting that the applicant is married and has in no way shown that the Swiss authorities placed obstacles of any kind in the way of her marriage. The Commission's examination of this complaint therefore reveals no violation of Article 12 of the Convention. It follows that this part of the application is likewise manifestly ill-founded within the meaning of Article 27 (2) of the Convention.

3. Finally, the applicant complains that she is the victim of discrimination over the use of her name and that only men keep their patronymic name after marriage. She refers in this connection, in conjunction with Articles 8 and 12 aforementioned, to Article 14 of the Convention, which prohibits any discrimination in the enjoyment of the rights and freedoms secured.

The Commission refers here to the judgment of the European Court of Human Rights of 23 July 1968 (Case relating to certain aspects of the laws on the use of languages in education in Belgium, Series A, p. 34), according to which a difference of treatment constitutes discrimination contrary to Article 14 of the Convention only if it has no objective and reasonable justification, or if there is no reasonable relationship of proportionality between the means employed and the aim it is sought to realise.

In common with that of many European States, Swiss law considers it necessary for a family, that is to say the spouses and their children (at least when they are minor) to be easily identifiable vis-à-vis third parties. By reason of the many specific legal effects of marriage, both with respect to the spouses themselves and with respect to third parties, this aim must be considered reasonable. The Commission further takes the view that the obligation placed on spouses to bear the same name (in this case, that of the husband) constitutes a suitable measure, proportionate to the aim it is sought to realise.

Thus the examination of the applicant's complaint on this point reveals no appearance of a discrimination at variance with Article 14 of the Convention. The remainder of the application is consequently manifestly ill-founded, within the meaning of Article 27 (2) of the Convention.

For these reasons, the Commission

DECLARES THIS APPLICATION INADMISSIBLE.